

Opinions

## Les langues nationales ne sont pas un jouet politique

**ÉDITORIAL.** *Après une accalmie de quelques années, la question de l'enseignement des langues redevient un thème brûlant. La situation est inquiétante: la ville de Berne veut supprimer les classes bilingues et plusieurs cantons alémaniques entendent reléguer le français au secondaire*

Vincent Bourquin

2 min. de lecture

Vielen Dank Frau Anderegg. Grâce à sa décision incompréhensible de supprimer les classes bilingues en ville de Berne, la municipale verte a précipité le débat sur l'enseignement des langues nationales. Un sujet hautement émotionnel, qui dépasse largement le monde scolaire. C'est toute la cohésion nationale du pays qui est en jeu.

Certes, on ne se comprend pas toujours entre Alémaniques, Romands ou Tessinois. Nous n'avons pas les mêmes idoles – mis à part Yann Sommer, Lara Gut ou Roger Federer. Même si nous n'en sommes pas toujours conscients, nous avons une histoire commune forte, sur laquelle se sont bâtis notre prospérité et notre vivre-ensemble.

La construction de cette unité passe clairement par la connaissance de la langue de l'autre, vecteur culturel indispensable au respect mutuel. Cela ne signifie pas que tous les Suisses et toutes les Suissesses sont tenus de maîtriser parfaitement deux idiomes nationaux, bien que ce soit un avantage indéniable sur le marché du travail. Toutefois, il est fondamental de comprendre un minimum son voisin.

Aujourd'hui, la situation est inquiétante. Outre la décision bernoise, plusieurs cantons alémaniques – et c'est encore plus grave – pourraient supprimer l'enseignement du français à l'école primaire. Pour l'instant, ces propositions demeurent au niveau parlementaire, mais il est crucial que les gouvernements s'y opposent.

### Appel à Karin Keller-Sutter

Comme cela a été le cas par le passé, la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) est appelée à prendre une position forte et claire. Malheureusement, son président, Christophe Darbellay, le reconnaît, ses collègues ne partagent de loin pas tous son attachement aux langues nationales. Ces ministres ne comprennent pas que l'on ne joue pas avec les équilibres confédéraux.

Outre la CDIP, le Conseil fédéral devrait également intervenir dans ce débat sur les langues, comme l'avait fait sans réserve Alain Berset. En tant que ministre de la Culture, Elisabeth Baume-Schneider peut bien sûr s'exprimer. Mais pour que le message soit entendu par tout le pays, c'est Karin Keller-Sutter qui devrait tenir des propos sans équivoque sur l'apprentissage des langues nationales. La présidente de la Confédération incarne parfaitement le plurilinguisme de la Suisse, et elle vient par ailleurs d'un canton, Saint-Gall, où de nombreux parlementaires aimeraient rétrograder l'enseignement du français.

Insister sur l'importance de l'apprentissage des langues nationales, c'est aussi affirmer haut et fort que les méthodes

d'enseignement nécessitent d'être nettement améliorées, tout comme la formation des enseignants. Quant aux échanges linguistiques, ils mériteraient d'être généralisés – et pourquoi pas les rendre carrément obligatoires? L'anglais ne doit pas devenir le rouleau compresseur de notre identité nationale. C'est l'affaire de tous: plus les habitants de ce pays seront plurilingues, plus la Suisse restera une Willensnation.